



**Arrêté préfectoral du 27 septembre 2021
portant décision d'examen au cas par cas n° 2021-11492 en application
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine

Vu le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2021-11492 formulée dans le cadre de la régularisation administrative d'un plan d'eau sur la commune d'Onesse-Laharie (40), demande reçue complète le 19 août 2021 ;

Vu l'arrêté de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine du 17 février 2020 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MÉDARD directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Considérant la nature du projet constitué d'un d'un plan d'eau d'une superficie d'environ 4 400 m² pour une longueur de 225 mètres et 25 mètres de large ; étant précisé que ce plan d'eau a été réalisé il y a environ 25 ans, d'après le pétitionnaire, et ne dispose pas d'autorisation ;

Considérant que ce projet relève du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet situé sur le cours d'eau de Pinaut, en liaison hydraulique avec le ruisseau *le Courlis*, et le ruisseau de Contis et :

- à l'intérieur du Site NATURA 2000 FR7200715 *Zones humides de l'ancien étang de Lit-et-Mixe*,
- à l'intérieur de la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique de type II 720001980 – *L'ancien étang de Lit-et-Mixe et le courant de Contis* ;

Considérant que l'eau est retenue par un barrage en terre recouvert d'une épaisse végétation ligneuse et que le plan d'eau est destiné à des fins d'agrément du pétitionnaire qui s'engage à surveiller et à gérer régulièrement la présence éventuelle d'espèces invasives ;

Considérant que le projet fera l'objet d'une demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau comprenant notamment :

- l'identification des espèces invasives susceptibles de coloniser ce type de plan d'eau et les mesures à prendre en cas d'apparition de ces espèces,
- des mesures de surveillance du barrage (suppression de la végétation ligneuse...),
- la détermination du débit minimal à restituer conformément à la circulaire du 5 juillet 2011 qui détaille la méthode pour définir le débit biologique et le module,
- la durée de la vidange rapide,
- les incidences sur la qualité et la quantité des eaux du cours d'eau ;

Considérant que le porteur de projet ne prévoit pas de travaux spécifiques hors contrôle ou entretien de l'ouvrage ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet ne relève pas de l'annexe III de la directive 2014/52/ UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement la régularisation administrative d'un plan d'eau sur la commune d'Onesse-Laharie (40) ne donne pas lieu à la réalisation d'une étude d'impact.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux le 27 septembre 2021

Pour la Préfète et par délégation,
Pour la Directrice et par délégation
Le Chef de la Mission évaluation environnementale



Pierre QUINET

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R.122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :
Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine
Esplanade Charles-de-Gaulle
33077 Bordeaux-Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :
Madame la ministre de la Transition Écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75007 Paris

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :
Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux-Cedex